

Aubervilliers, le 22 novembre 2023

Contraception : des disparités d'utilisation entre les femmes selon le niveau de revenu

En France, le droit à la contraception est un élément fondamental des droits sexuels et reproductifs. Cependant, une nouvelle étude menée par l'Ined en collaboration avec l'Inserm révèle que même avec une couverture totale des soins de santé pour les femmes à faible revenu en France, des inégalités persistent dans l'utilisation des contraceptifs remboursés : les femmes ayant de plus faibles revenus utilisent moins de contraceptifs que les autres, et cela à tous les âges de la vie reproductive. Cette étude met en évidence que la levée d'une barrière financière, à travers le remboursement, ne garantit pas l'absence d'autres barrières qui pourraient entraver l'accès à la contraception pour les femmes à faibles revenus.

RESULTATS CLÉS :

- Seulement 36% des femmes à faibles revenus utilisent un contraceptif remboursé, contre 46% des femmes à revenu plus élevé ;
- Elles utilisent des moyens différents de ceux utilisés par les femmes à revenu moyen ou élevé. Par exemple, les femmes à faibles revenus âgées de 20 à 24 ans ont moins recours aux contraceptifs oraux (23% contre 38%) et davantage aux implants que celles ayant des revenus plus élevés (8% contre 4%) ;
- À l'âge de 45 à 49 ans, les femmes à faibles revenus utilisent moins fréquemment un DIU hormonal (6% contre 14%).

Cette étude, qui utilise les données de l'Assurance Maladie, a analysé les données de 14,8 millions de femmes âgées de 15 à 49 ans vivant en France en 2019, 11 % d'entre elles vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire (appelés par la suite femmes à faible revenu). Cette étude inclut les principaux contraceptifs remboursés : l'implant, le DIU au cuivre, le DIU hormonal et les pilules remboursées. Malgré le remboursement, les femmes ayant de faibles revenus utilisent moins fréquemment des contraceptifs remboursés, avec seulement 36 % d'utilisation parmi cette population, comparativement à 46 % chez les femmes ayant des revenus moyens ou élevés. Cette disparité se maintient quel que soit l'âge des femmes (voir figure 1 ci-dessous).

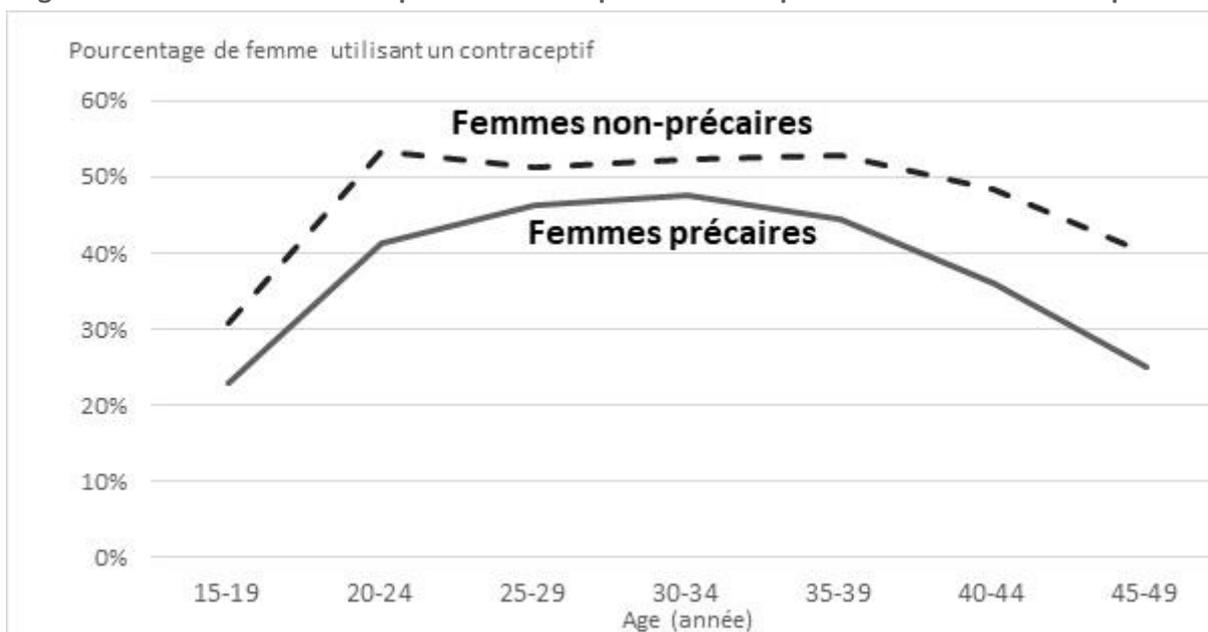
Les résultats de cette étude remettent en question l'idée que le coût financier est le seul obstacle à l'utilisation des contraceptifs par les femmes à faible revenu. Plusieurs barrières non financières peuvent également expliquer ces différences, telles que des difficultés d'accès aux prescripteurs de contraceptifs (difficulté à obtenir un rendez-vous, à maintenir administrativement la couverture maladie) conduisant les femmes à se tourner vers des contraceptifs non-remboursés pour ne pas avoir à consulter un médecin ou une sage-femme pour avoir un contraceptif.

Les résultats de cette étude montrent également que les types de contraceptifs utilisés varient considérablement entre les deux groupes. Les femmes à faible revenu âgées de 20 à 24 ans ont moins recours aux contraceptifs oraux (23% contre 38%) et davantage aux implants que celles ayant des revenus moyens ou élevés (8% contre 4%). À l'âge de 45 à 49 ans, les femmes à faibles revenus utilisent moins fréquemment un DIU hormonal (6% contre 14%).

D'autre part, cette étude met en évidence une utilisation différente des contraceptifs en fonction des revenus. Des choix différents mais également d'autres facteurs pourraient expliquer ces résultats. On remarque que les femmes à faible revenu et les jeunes sont souvent ciblées dans les programmes de santé publique en matière de contraception en raison d'un risque plus élevé de grossesses non désirées. Par conséquent, les professionnels de la santé pourraient encourager l'utilisation de contraceptifs plus efficaces, tels que l'implant. L'accès au gynécologue pourrait également être particulièrement compliqué pour les femmes à faible revenu et expliquer le faible recours aux DIU hormonal.

Une compréhension approfondie des obstacles entravant l'utilisation des contraceptifs revêt une importance cruciale pour permettre aux femmes de faire des choix éclairés concernant l'espacement et le timing de leurs grossesses. Bien que le remboursement des contraceptifs soit essentiel pour garantir un accès équitable pour toutes et tous, cette étude met en lumière que d'autres facteurs semblent jouer un rôle déterminant dans l'accès à la contraception.

Figure 1 : Utilisation des contraceptifs remboursés par les femmes précaires et les femmes non-précaires



Sources : Données de l'Assurance Maladie, France métropolitaine 2019

Note de lecture : Le recours à la contraception prescrite varie selon l'âge : dans les deux groupes, la contraception est la plus faible chez les groupes d'âge les plus jeunes et les plus âgés et la plus élevée chez les femmes âgées de 30 à 39 ans. A tous les âges, les femmes précaires utilisent moins de contraceptifs remboursés.

DONNÉES UTILISÉES

L'étude, basée sur les données de l'assurance maladie française, a porté sur 14,8 millions de femmes âgées de 15 à 49 ans vivant en France en 2019. Parmi elles, 11% étaient considérées comme à faibles revenus. Les chercheurs ont comparé l'utilisation des contraceptifs remboursés entre ces deux groupes, incluant les contraceptifs oraux, les dispositifs intra-utérins en cuivre (DIU en cuivre), le système intra-utérin au lévonorgestrel (LNG-IUS) et les implants.

Pour en savoir plus :

Juliette Congy, Jean Bouyer et Elise de La Rochebrochard, 2023, [Low-income women and use of prescribed contraceptives in a context of full health insurance coverage in France](#), 2019, Contraception 121: 1-4.

Cet article a été publié en libre accès dans une revue scientifique référencée par les instances d'évaluation, dont l'objectif est de garantir la qualité et l'intégrité de la recherche scientifique publiée.

- Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les actualités de l'Ined, [cliquez ici](#)
- Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les publications scientifiques de l'Ined, [cliquez ici](#)

À propos de L'Ined :

Fondé en 1945, l'Institut National d'Études Démographiques (Ined) est un organisme public de recherche ayant pour missions l'étude des populations sous tous leurs aspects, la diffusion de ces connaissances et la formation à la recherche. L'appartenance disciplinaire des chercheur·e·s de l'Ined est variée : démographie bien sûr mais aussi sociologie, économie, histoire, géographie, statistique, épidémiologie ou médecine. Une part importante des travaux porte sur la France, mais de nombreux travaux s'intéressent à d'autres aires géographiques. L'Ined a ainsi une longue tradition de recherches sur les Suds.

www.ined.fr

Contacts presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Gilles GARROUSTE - Chargé de communication institutionnelle - Tél. : +33 (0)1 56 06 57 04

Christina LIONNET - Directrice de la communication - Tél. : +33 (0)1 56 06 57 28

Suivez-nous :  